

# La crise rwandaise divise les députés de la majorité

Les députés de la majorité divergent sur la conduite à tenir par le gouvernement et par les troupes françaises au Rwanda. Alors que des membres du RPR ont exprimé leur hostilité à cette intervention humanitaire, Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis) a estimé, mardi 5 juillet, que l'engagement des soldats français impose un soutien sans réserves au gouvernement.

Lors de la réunion du groupe UDF de l'Assemblée nationale, à laquelle il assistait, Edouard Balladur, visiblement préoccupé par ce dossier, selon des participants, a rappelé les conditions de l'engagement français. Yves Bonnet (UDF, Manche) s'est étonné du fait que le Parlement n'ait pas été consulté avant cet engagement militaire.

Ce député a aussi critiqué les commentaires auxquels se livrent, selon lui, les responsables mili-

itaires sur le terrain. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, qui est resté silencieux pendant la réunion du groupe, a demandé, le soir même, sur TF 1, que le gouvernement revienne « à la conception initiale de l'opération », en reconduisant « les forces françaises sur la frontière ». « Qu'est-ce qu'on va faire ? s'est interrogé l'ancien président de la République. Il y a des Tutsis qui avancent. Est-ce qu'on va s'opposer à leur avance ? J'ai entendu le colonel qui commande dire : « S'ils avancent, on tirera sur eux ». Tirer sur qui, de quel droit ? », s'est-il exclamé. « Actuellement, on a les Tutsis qui avancent, c'est-à-dire les victimes, et on a derrière nous, une partie de ceux qui ont procédé aux massacres », a ajouté M. Giscard d'Estaing, en rappelant que la France a soutenu, « dans la période récente », le régime hutu.